

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI SAHWANYA FRODEBU
CABINET DU PRESIDENT

Bujumbura le 17 juin 1995

A Son Excellence Monsieur
le Premier Ministre

Transmis copie pour information à:

Son Excellence Monsieur le Président
de la République avec l'assurance
de ma plus haute considération.

Son Excellence Monsieur le Président
de l'Assemblée Nationale avec
l'assurance de ma très haute
considération

Monsieur le Premier Ministre ,

Nous venons de prendre connaissance d'un dossier que vient de présenter une commission que vous avez mise sur pied, et que vous êtes entrain de présenter au Conseil National de Sécurité. En dehors que l'analyse du dossier est tendancieuse, partisane et superficielle, et passant sous silence plusieurs réalités importantes de la situation que vit notre pays, nous apprenons que les membres de votre Gouvernement n'en ont pas discuté, ni même été informés, ce qui nous paraît anormal. De surcroît, certaines mesures vont dans le sens d'une violation flagrante de la convention de gouvernement.

Le Parti Sahwanya Frodebu est persuadé qu'un tel dossier ne peut donc aucunement être présenté au Conseil de Sécurité, pour être une référence d'une quelconque mesure de sécurité. Une mauvaise approche d'un problème conduit toujours à une solution erronée.

Comme dit plus haut, cette analyse passe sous silence plusieurs réalités importantes dans la situation sécuritaire dramatique de ce pays.

1. Le coup d'état en préparation par Bagaza et certains officiers n'est évoqué nulle part dans votre analyse.

2. Les Bandes armées tutsis qui prennent en otage toute la capitale, en paralysant toutes les activités, assassinant des personnes innocentes. Les opérations de purification et de massacres ethniques dans les quartiers de Bujumbura et dans plusieurs provinces du pays ont été souvent organisés par ces milices tutsis. Les exemples sont très nombreux. Qui commandent et arment ces milices? pour qui tuent-ils? Qui les recrute? Qui les entraîne?

3. Les destabilisateurs et les fauteurs de guerre.

Le dossier ne parle que de Nyangoma ,Sendegeya et autres.

A ce que nous sachions ils sont à l'extérieur. Qu'en est-il des destabilisateurs et des fauteurs de guerre qui sont à l'intérieur du pays et qui n'ont même plus le scrupule de se cacher:

- Les putschistes civils et militaires
- Certains politiciens qui dans leur conférence de presse , les déclarations et les communiqués qu'ils font ,ne font qu'appeler aux assassinats ,à la guerre ,à la haine ethnique ,et au renversement des institutions;

4. Les forces de l'ordre:

- Qui a tué les habitants de Kamenge, de Kinama , de Buyenzi, de Kanyosha et dans plusieurs communes du pays?

- Toutes les différentes opérations d'épuration ethnique dans les différents quartiers de la ville , les massacres des hutu dans les différents centres provinciaux , se sont toujours déroulés en présence des forces de l'ordre.

- Les vols , les pillages , les destructions des biens se sont toujours déroulées en présence et même avec l'active participation des forces de l'ordre. Les forces de l'ordre , comme tous les autres pilleurs n'osent même plus se cacher pour perpétrer leurs forfaits. Tout est fait au grand jour comme si de rien n'était .

Monsieur le Premier Ministre , ceci ne sont que des exemples pour vous montrer que l'analyse est loin d'être complète.

En conclusion, nous pouvons constater ce qui suit:

a, L'analyse globale qui est faite sur la crise actuelle semble volontairement partielle ,partisane et superficielle.

b, Les mesures annoncées nous paraissent incomplètes , inapplicables, et souvent inacceptables.

c, Nous ne doutons pas de votre engagement et de votre détermination à ramener la paix et la sécurité pour tous dans ce pays; Le Frodebu est déterminé à lutter à vos côtés pour atteindre cet ultime et noble objectif. C'est la raison pour laquelle ,une concertation permanente entre toutes les forces positives est aujourd'hui indispensable .

A cet effet, Monsieur le Premier Ministre, il nous plairait qu'avant que vous preniez une décision où vous pensez que nous pourrions jouer quelque rôle que ce soit, vous nous consultiez. C'est notamment le cas de vos décisions au Conseil National de Sécurité.

Vous comprenez qu'il nous serait difficile de soutenir des décisions qui auraient été prises sans tenir compte des intérêts de toutes les parties concernées.

Le Frodebu voudrait contribuer à la résolution des problèmes actuels en proposant les mesures suivantes :

1. Instaurer une administration spéciale renforcée en mairie de Bujumbura :

a, Mise en place de chefs de zones civils avec une autorité renforcée dans le respect strict de la Convention de Gouvernement.

b, Regroupement des zones en secteurs ,et en mise en place et désignation d'un chef de secteur civil à leur tête

Voici ce que serait la nouvelle administration organisée en secteurs:

- Secteur Kamenge - Kinama - Cibitoke
- Secteur Bwiza - Buyenzi
- Secteur Ngagara - Nyakabiga
- Secteur Rohero - Musaga - Kanyosha

c, Changer et/ou reconfirmer les chefs de quartiers

d, Donner une garde suffisante aux chefs de zone et aux chefs de secteurs

2. Créer des unités de sécurité spécialisées à savoir :

- Une brigade spéciale anti-terroriste
- Une unité spéciale chargée du désarmement

Ces unités doivent être composées en tenant compte des équilibres ethniques du pays.

- des comités de Sécurité à tous les niveaux administratifs . Ces unités de Sécurité seront attachées aux zones et regroupées au niveau de secteurs sous le commandement d'un officier intègre en collaboration avec l'autorité administrative civile.

La mise en place de ces unités de Sécurité impliquerait la suppression des actuelles positions militaires controversées.

3. Prendre des mesures dissuasives à l'endroit de :

- Tous les tueurs et autres assassins
- Tous les voleurs et autres brigands
- Tous les organes de presse qui avancent des propos incendiaires et divisionnistes.

4. Opérer des descentes régulières dans tous les quartiers de la ville de Bujumbura et dans toutes les communes du pays.

5. Renforcer les comités de parrainage

6. Interdire toute manifestation politique et réprimer vigoureusement toute velléité récidiviste

7. Opérer un contrôle strict et serré sur les frontières avec une équipe ethniquement équilibrée

8. Contrôler les va-et-vient entre quartiers avec la participation effective des représentants de ces derniers.

9. Relancer les commissions d'enquêtes judiciaires pour arrêter les tueurs et délinquants de la ville de Bujumbura et les autres centres urbains de l'intérieur du pays.

10. Arrêter immédiatement tous les auteurs de la déstabilisation du pays sans distinction.

11. Arrêter immédiatement tous les éléments des forces de l'ordre ainsi que leur commandement qui ont participé dans les massacres des personnes, dans les pillages et les destructions des biens, au cours de leur mission.

12. Relever de leurs fonctions tous les responsables militaires, civils, judiciaires qui font preuve d'un clientélisme ethnique.

13. Toute autre mesure sécurisante pour toutes les composantes ethniques, sociales et régionales;

Comptant sur votre habituelle compréhension et votre ferme volonté de ramener la paix et la sécurité pour tous, je vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération et ma franche collaboration.

LE PRESIDENT DU PARTI SAHWANYA FRODEBU

DOCTEUR MINANI JEAN

TCPI à:

- Messieurs les membres du Conseil National de Sécurité
- Monsieur Le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU
- Monsieur Le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'OUA

